

LA FORCE DE LA PAIX



Avançons sur

La route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

Éditorial

Achever les chantiers de la paix

Une nouvelle année commence avec ses défis pour la paix et des avenues offertes à notre intelligence, qui a besoin de se déployer pour faire coïncider le souhaitable et le possible. Que de leçons apprises et de progrès en pointillés au cours des douze derniers mois, montrant qu'avec la volonté politique, de grandes réalisations sont à notre portée.

Les chantiers ouverts sur le désarmement, l'identification, le redéploiement de l'administration et la préparation des élections doivent être bouclés. C'est ce que commande l'expérience récente où nous avons tous mesuré la fragilité tout autant que le caractère précieux du temps qui passe.

Les réussites inachevées dans les domaines clés de la sortie de crise doivent nous inciter à presser le pas car chaque jour qui passe sans progrès dans le processus de paix est un jour perdu ; c'est un jour supplémentaire de doutes et de souffrances, de méfiance accrue entre des populations que l'histoire condamne à vivre ensemble car elle a leur imposé un destin commun.

Avec une constance remarquable dans son soutien et une détermination jamais démentie dans ses efforts destinés à appuyer la restauration de la paix, la communauté internationale est demeurée au chevet de la Côte d'Ivoire. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité des Nations Unies ont fait figurer le dossier ivoirien au centre de leurs priorités, refusant qu'il soit relégué au second plan par les autres grands dossiers internationaux qui agitent le reste du monde et font le menu quotidien des organes de presse.

A Abuja comme à Yamoussoukro, à Addis Abeba comme à New York, les leaders de la sous-région, de l'Afrique et du monde ont consacré leur temps, leur énergie et leur influence à assurer un futur viable à la Côte d'Ivoire.

Les acquis enregistrés au niveau national avec le début des audiences foraines, le commencement du démantèlement des milices et du pré-regroupement des anciens combattants ainsi que le redéploiement de l'administration sont déjà des tests et des modèles sur le chemin qui mène à la paix. Ils doivent et peuvent servir de levier pour l'année en cours, qui doit être exclusivement consacrée aux tâches identifiées, acceptées par tous et consignées dans la feuille de route.

De quelque bout que l'on prenne la crise, quelles que soient les formules proposées pour la résoudre, ces tâches s'imposent comme la voie incontournable pour en sortir. La sagesse que confère l'expérience de la vie et l'intelligence politique commandent de maintenir le cap en se fondant sur les enseignements tirés des douze derniers mois pour capitaliser les résultats positifs et corriger les erreurs éventuelles.

La crise ivoirienne semble rétive aux solutions qui tentent d'échapper à ce canevas qui, loin d'être une simple vue de l'esprit, est le résultat d'un compromis au triple niveau sous-régional, continental et international. Les résolutions 1633 et 1721 adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies sont passées par le tamis de la CEDEAO et de l'Union Africaine et bénéficient du consensus des parties ivoiriennes associées à leur conception dès le départ.

En raison de ce qui précède mais aussi pour des raisons évidentes, les Ivoiriens ont la responsabilité première dans la résolution de la crise qui frappe leur pays depuis plus de quatre ans. Les contours du mal ont été cernés et 2007 doit être l'année du bon remède pour que les populations retrouvent leur vie d'antan faite de quiétude, de stabilité et de développement.

Les Ivoiriens, en maintes occasions, ont montré qu'ils disposent de ressorts pour se retrouver pendant les moments cruciaux de leur histoire. De son côté, la communauté internationale n'a jamais ménagé son soutien pour les accompagner dans ce sens. La paix doit certainement résulter de la jonction de cette volonté d'éviter le précipice avec cette expression permanente de solidarité du reste du monde.

Hamadou touré

Écoutez ONUCI-FM,
La Radio des nations unies en Côte d'Ivoire

" la Fréquence de la Paix "

Abidjan 96 MHz - Abengourou 94.7 MHz - Bangolo 93.7 MHz - Bouake 95.3 MHz - Bouna 102.8 MHz - Bondoukou 100.1 MHz - Daloa 91.4 MHz - Danane 97.6 MHz - Daoukro 94.7 MHz - Guiglo 93.7 MHz - Korhogo 95.3 MHz - Man 95.3 MHz - San Pedro 106.3 MHz - Seguela 95.3 MHz - Yamoussoukro 94.4 MHz - Odienné 95.3 MHz - Zénoula 93.7 MHz



Pierre Schori (RSSG) s'adressant aux participants du forum de Yamoussoukro.

NAISSANCE DE LA COALITION NATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA PAIX

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, le 4 décembre 2006 à Yamoussoukro, un forum avec la société civile ivoirienne afin d'impulser une plus grande implication de celle-ci dans l'effort de paix. Le forum s'est tenu sous le thème de : "Restauration de la Paix en Côte d'Ivoire, Perspectives d'Avenir". Les quelques 500 participants, dont des représentants de la société civile, des autorités gouvernementales et locales, de la chefferie traditionnelle, ont décidé de mettre en place une Coalition nationale de la société civile pour la paix.

S'exprimant lors de la rencontre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Pierre Schori, a indiqué que toutes les franges de la population devraient s'impliquer dans la recherche de la paix et la mise en œuvre de la résolution 1721, qui encourage le Premier Ministre Charles Konan Banny à solliciter la participation de la société civile afin de faire avancer le processus de paix.

Le Premier Ministre a, lui aussi, souligné le rôle clé de la société civile dans la recherche de la paix. Pour sa part, le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union Africaine en Côte d'Ivoire, Ambroise Nyonsaba, a noté l'importance du dialogue, de la communication et du leadership. Tout leader doit s'efforcer d'avoir une vision, a-t-il dit, car les populations tendent à suivre leur chef.

Des représentants de la société civile ont mis l'accent sur divers aspects de leur implication dans l'effort de paix. Madame Marie-Paule Kodjo, la

présidente de l'ONG Playdoo - une ONG qui s'occupe de la promotion de la femme rurale - a demandé une participation plus accrue des femmes dans la résolution des conflits. Mlle Anne Tapé, ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement, a interpellé les dirigeants sur le rétablissement et la promotion du dialogue, la tolérance, la justice, et le respect de la personne

humaine et des libertés.

M. Jean-Louis Billon, vice-coordonnateur de la Convention de la société civile, a rappelé que la seule bataille à livrer aujourd'hui était celle de la paix, qui, a souligné par la suite le messenger de la paix de l'ONUCI, Alpha Blondy, "est une obligation pour nous".

Les participants se sont engagés à appuyer les autorités et les acteurs sociaux dans la mise en œuvre de la résolution 1721 en vue de la tenue d'élections transparentes, crédibles, ouvertes et paisibles.

Tout en encourageant la presse à s'engager pour la paix, ils ont invité l'ONU à créer une télévision et un quotidien pour consolider le processus de paix en diffusant des informations équilibrées et professionnelles.

La société civile a demandé à l'Etat de promouvoir le civisme dans l'enseignement. Elle voudrait par ailleurs que l'Etat inclût la société civile, à titre consultatif, au sein de la Commission Electorale Indépendante et du Programme National du DDR.

Parmi d'autres priorités figurent la formation des femmes en matières-clés telles que l'identification, les droits de l'homme, les relations interethniques et la gestion des conflits.

Les jeunes, pour leur part, aimeraient avoir des espaces de rencontres et d'échanges pour qu'ils puissent mieux se parler, se connaître et s'accepter, afin de développer une vision commune de leur avenir.

Kenneth Blackman et Juliette Amantchi



Discussions au cours des ateliers.

Une radio qui contribue à la restauration de la paix

Un point fort du Salon des Médias, de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, qui s'est tenu du 22 au 24 novembre 2006 à Abidjan, était un panel sur le thème " médias, démocratie et paix " Lors de ce panel, le directeur d'ONUCI FM, Sylvain Semilinko, a expliqué comment la radio onusienne contribue à l'effort de paix.



Un public nombreux et curieux a visité le stand de l'ONUCI.

politiques s'en méfient, de nombreux Ivoiriens lui sont fidèles et lui marque leur attachement au quotidien.

Le Salon a aussi été l'occasion pour M. Semilinko de démontrer, chiffres à l'appui, qu'aucune des parties à la crise n'est favorisée sur la radio, Onuci FM étant un instrument de facilitation du dialogue inter-ivoirien en faveur de la paix.

Onuci FM et Onuci TV ont également pris part à une exposition qui faisait partie des activités du Salon. Occasion pour le personnel de l'ONUCI de recevoir à son stand un public nombreux et curieux, composé d'étudiants, de travailleurs et de personnalités politiques.

Au-delà des questions sur la présence de la mission de maintien de la paix en Côte d'Ivoire, les visiteurs au stand de l'ONUCI ont aussi écrit des messages de paix, d'espoir, qui seront relayés par l'ONUCI tant au sein du pays qu'à l'extérieur.

Parfait Kouassi

M. Semilinko a relevé qu'ONUCI FM, en tant qu'instrument des Nations Unies pour la promotion de la paix, s'efforce de donner la parole à toutes les parties, en valorisant les activités favorables à la paix. ONUCI FM lutte également contre les rumeurs et la désinformation

en diffusant des informations vérifiées, impartiales et équilibrées, et participe à la formation d'une opinion publique consciente de ses responsabilités, a-t-il expliqué. Elle est présente dans 17 villes du pays et reste la seule radio écoutée de part et d'autre de la zone de confiance. Bien que des milieux



Une religieuse se fait expliquer le rôle de la radio onusienne en Côte d'Ivoire par Mallka Kamara d'ONUCI FM.



Une façade du stand.



Le Général de brigade Elhadji M. Kandji

Le Général de Brigade Elhadji Mouhamadou Kandji, Adjoint au Commandant de la Force de l'ONUCI

formation aux Etats-Unis et en France.

Dans son pays, il a occupé plusieurs postes de responsabilité dans le domaine militaire à savoir Adjoint Armes de l'Inspecteur général des forces armées, Commandant de la zone militaire numéro 2, Chef de cabinet du Ministre des Forces armées et Chef de l'état-major des armées.

Le Général Kandji a aussi exercé différentes fonctions dans plusieurs pays dans des Opérations de Maintien de la Paix. Entre autres, il a été chef de section au Sinaï en 1974, Officier d'État-major au Sud-Liban en 1981, Observateur Militaire au Koweït en 1994 et Conseiller Militaire adjoint au Département des Opérations de Maintien de la Paix à New-York de 2003 à 2006. Il est aussi membre de l'International Peace Academy depuis 2004. Il est l'auteur de deux livres : " La Saga des Premiers Casques Bleus Sénégalais au Congo en 1960 " et "

L'Afrique Face à l'Europe de 1993 : Interrogations et Défis". 2003 à 2006. Il est aussi membre de l'International Peace Academy depuis 2004. Il est l'auteur de deux livres : " La Saga des Premiers Casques Bleus Sénégalais au Congo en 1960 " et " L'Afrique Face à l'Europe de 1993 : Interrogations et Défis".

Tout au long de sa carrière, le Général Kandji a reçu plusieurs décorations. Il est ainsi officier de l'Ordre National du Lion, commandeur de l'Ordre du Mérite, porteur de trois Croix de la Valeur Militaire, Chevalier de la Légion d'honneur française et Chevalier de l'Ordre d'Orange-Nassau des Pays-Bas. La médaille de l'ONU " Au Service de la Paix " lui a été décernée quatre fois, et il a été aussi décoré de la médaille commémorative de la Guerre du Golfe.

Le Général Kandji parle couramment l'anglais, le français et l'arabe. Il est marié et père de six enfants.

Le Général de Brigade Elhadji Mouhamadou Kandji, de nationalité sénégalaise, occupe le poste d'Adjoint au Commandant de la Force de l'ONUCI depuis le 22 novembre 2006. Né le 29 décembre 1950 à Dakar, le Général Kandji est entré en service en 1969 à l'Académie Royale Militaire de Meknès au Maroc, d'où il est sorti major de sa promotion en juillet 1972. Le 1er octobre de la même année il est nommé sous-lieutenant, avant de poursuivre sa

MEDAILLES DE L'ONU POUR LE CONTINGENT JORDANIEN

Le 15 décembre 2006 était un jour spécial pour l'ONUCI et ses intégrants venus de la lointaine Jordanie. En effet, les 1070 membres du contingent jordanien ont reçu la médaille des Nations Unies, décernée à tout militaire ou policier ayant servi au moins six mois dans une mission de maintien de la paix.

S'exprimant au cours de la cérémonie, le Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Amoussou, a rappelé la constance et la réussite des éléments du bataillon et de la Force spéciale jordaniens de l'ONUCI dans l'accomplissement de leur mission. Il a également salué le dévouement des observateurs militaires jordaniens déployés en divers lieux du pays qui, avec courage et persévérance, risquent leur vie pour assumer leur rôle.

Le bataillon jordanien participe, aux côtés des autres contingents militaires, aux diverses tâches qui incombent à la force militaire de l'ONUCI. La force spéciale, connue sous le sigle anglais de SFU, est une unité spécialisée, entre autres, dans le contrôle des foules. Le Colonel Aqil a rappelé qu'outre leur

mission, le contingent jordanien mène des actions sociales et humanitaires envers la communauté locale. Ainsi, ils ont fourni des vivres et produits alimentaires dans plusieurs communes d'Abidjan et des médicaments aux Centres Hospitaliers et Universitaires natures scolaires au début de la rentrée

des classes.

(CHU) pour les personnes affectées par les déchets toxiques. Quelques 950 élèves du primaire et de la maternelle ont, quant à eux, pu bénéficier de la distribution de sacs et fournitures scolaires au début de la rentrée des classes.

Juliette Amantchi



Un soldat jordanien Réçoit une décoration du Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le Général Amoussou.



Le Ministre des Droits de l'Homme, M. Joël N'Guessan et M. Abou Moussa (PDSRSG).

COMMEMORATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

La Journée internationale des Droits de l'Homme a été célébrée du 7 au 10 décembre 2006 à Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo, Odienné, Oumé et Yamoussoukro sous l'égide du Ministère des Droits de l'Homme en partenariat avec l'ONU. Les populations de ces villes ont pu assister et participer à plusieurs activités, dont des débats, des pièces de théâtre et des séances de sensibilisation, dont la plus grande, à Korhogo, a vu la participation d'environ 6.000 personnes.

Cette année, le thème de la Journée était " Droits de l'Homme et Lutte contre la Pauvreté ". La cérémonie principale s'est déroulée le 9 décembre à Bouaké en présence de quelque 200 personnes, dont les Ministres des Droits de l'Homme et de la Défense, le Secrétaire de l'Etat pour la Protection civile et des représentants des ministères de la Justice et des Affaires étrangères, des autorités administratives locales, des Forces Nouvelles, du Corps diplomatique et de l'ONU.

Le message spécial du Secrétaire Général pour la Journée a été lu à Bouaké par l'Adjoint Principal du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour la Côte d'Ivoire, M. Abou Moussa, qui a noté que " le développement, la sécurité et les droits de l'homme sont indissociables ".

Il a exprimé le souhait que la Journée. " puisse être le tremplin pour une nouvelle dynamique qui conduise au renforcement des mécanismes de protection des droits de l'homme " tout en soulignant que la protection de ces droits est le " gage d'un retour définitif de

la paix dans ce pays".

Le Secrétaire-Général des FN, Guillaume Soro, a annoncé lors de la cérémonie de Bouaké que son mouvement entreprend une campagne de sensibilisation de ses membres, aux droits de l'homme en incluant des séances de formation. Le Ministre des Droits de l'Homme, Joël

Nguessan, a signalé que l'insertion des droits de l'homme dans le programme d'activités scolaires constitue une priorité de son ministère, qui parraine la création de clubs scolaires des droits de l'homme composés d'élèves soutenus par des enseignants encadreurs. Ces clubs sont aussi appuyés par l'ONU, qui leur fournit des manuels et brochures sur les droits de l'homme.

La journée a aussi été marquée par une émission de 30 minutes sur les mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'Homme, réalisée par la Division de l'Information de l'ONU et diffusée par la Première chaîne de la télévision ivoirienne, la RTI. ONUCI FM n'a pas été en reste et a proposé à ses auditeurs, une émission au cours de laquelle, des experts en droits de l'homme ainsi que des représentants du Ministère des Droits de l'Homme et de la Division des Droits de l'Homme de l'ONU ont répondu aux questions posées par le public.

Consciente du lien entre les droits de l'homme et la paix, l'ONU, à travers sa Division des Droits de l'Homme, organise régulièrement des séances de formation pour les Forces de Défense et de Sécurité, les FN, la société civile et d'autres groupes. La mission fait un plaidoyer constant auprès des autorités concernées en faveur du respect des droits de l'homme sur toute l'étendue du territoire ivoirien. La Division suit aussi l'évolution de la situation dans ce domaine et publie des rapports périodiques à ce sujet.

Kenneth Blackman



M. Simon Munzu, Chef de la division des Droits de l'Homme.



Le matériel orthopédique installé sur un récipiendaire.

" UN MESSAGE D'ESPOIR " POUR DES POPULATIONS EN DIFFICULTÉ

En plus de ses fonctions principales, telles surveiller le cessez-le-feu de 2003, empêcher toute reprise du conflit armé, aider les autorités ivoiriennes dans le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, l'identification, les élections et d'autres aspects du processus de paix, l'ONUCI s'efforce également à contribuer à l'amélioration de la condition des populations affectées par la crise. C'est ainsi que, au mois de novembre, la mission a participé à trois initiatives dans le cadre de son Programme de Projets à impact rapide (QIPs, d'après le sigle anglais).

Le 23 novembre, des pompes d'eau villageoises et un centre de santé pour les 15.000 habitants du village de Karakoro, près de Korhogo (633 km au Nord d'Abidjan), ont été

inaugurés par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire Pierre Schori.

Ces infrastructures avaient été

réhabilitées par l'ONUCI en partenariat avec la mairie de la commune pour un coût total de 15 millions de FCA. S'exprimant lors de l'inauguration, M. Schori a expliqué que " Le fondement même de l'ONUCI est d'aider les populations et de traduire l'idéal de notre mission, qui est de lancer un message d'espoir".

Une semaine avant, le 16 novembre, M. Schori s'était rendu à Adzopé et à Akoupé pour remettre du matériel orthopédique aux handicapés de chacune de ces villes, situés respectivement à 104 et 142 km d'Abidjan. Ce don, évalué à plus de 14 millions de FCA, a été possible grâce à un financement conjoint de l'ONUCI et de l'Ambassade du Canada en Côte d'Ivoire.

Selon le Président de l'Organisation pour l'Insertion Sociale des Handicapés Physiques du département d'Adzopé, Kouadio Ama, les personnes à motricité réduite pourront dorénavant exercer des activités génératrices de revenus. Ils pourront avoir une plus grande indépendance et s'inclure dans le développement de leur région, voire de leur pays, a-t-il dit, avant d'ajouter qu'ils ne seront plus " ceux qui traînent constamment dans la boue".

Marie Mactar Niang

L'ONUCI À L'ÉCOUTE DES JEUNES



Des jeunes enthousiastes au cours d'une visite-école.

L'ONUCI, à travers sa Division de l'Information, organise depuis 2005 des séances de sensibilisation, d'information et d'échange aussi bien dans les établissements scolaires que dans les lieux de rassemblement de jeunes (agoras et parlements) de Côte d'Ivoire.

L'objectif principal de ces rencontres est la vulgarisation du mandat et du rôle de l'ONUCI. L'Unité d'Outreach (Plaidoyer) de la Division de l'Information effectue également à l'attention des élèves et étudiants, des conférences-débats sur divers aspects de l'ONU - à leur choix - des expositions sur les activités de la

mission et des ateliers de formation sur la gestion des conflits. Ces actions, très appréciées par les élèves, les étudiants et les enseignants des établissements visités, ont permis à l'équipe de l'Unité de Plaidoyer de visiter plus d'une vingtaine d'écoles à travers la Côte d'Ivoire.

Pour l'année scolaire 2005/2006, l'équipe s'est rendue dans 15 écoles à Abidjan, Zuénoula, Danané, Daloa, Odienné, Bouaké, Korhogo, Niankara, Boundiali, Ferkessedougou, Katiola, touchant environ 200 à 250 élèves par séance.

K. B



Des soldats de l'ONUCI récupère des armes lors d'une séance de désarmement.

Lors de la réunion de Yamoussoukro, le Premier ministre a suggéré que le Groupe de Travail comporte quatre sous groupes qui s'occuperont respectivement du DDR, du Démantèlement et de la Démobilisation des Milices (DDM), de la réunification et restructuration de l'armée, et de la réforme du secteur de sécurité dans son ensemble. Ces sous groupes seront formés des représentants des Forces impartiales, des FAFN, des FDS et de la société civile.

L'ONUCI a joué un grand rôle dans la reprise du dialogue militaire à travers des contacts avec les différents acteurs.

DDR : REPRISE DU DIALOGUE MILITAIRE

Le dialogue militaire pour l'accélération du processus du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR), suspendu au mois d'août, a repris en décembre avec le lancement du Groupe de Travail sur la Réforme du secteur de sécurité.

Le Groupe de Travail a eu trois rencontres, dirigées par le Premier ministre Charles Konan Banny, dont le troisième a eu lieu le 26 décembre 2006 à Yamoussoukro. Elle a réuni les généraux des Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire (FDSCI) et des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) en présence des Forces

impartiales et avec la participation du Programme national du DDR, le PNDDR. Lors de cette réunion, des décisions susceptibles de contribuer à faire avancer le processus du DDR et la feuille de route ont été prises.

Il a été décidé notamment que les sites DDR seront contrôlés par le Centre des opérations du PNDDR, qui transmettra à son tour les conclusions des travaux au Groupe de Suivi du DDR, composé des généraux des FDS, FAFN, Licorne, UNPOL, ONUCI. Il y a 85 sites prévus pour le pré regroupement, 17 sites de regroupement et 11 sites de désarmement.

Sur le plan technique, l'ONUCI, conformément à la Résolution 1609, collabore étroitement avec les FDS, les FAFN et le PNDDR au processus DDR, par la vérification, la collecte, l'enregistrement et la sécurisation des matériels reçus. A ce jour, 980 ex-combattants dont 39 femmes ont été désarmés et démobilisés. L'ONUCI a réceptionné 90 armes et 5.107 munitions.

Le Groupe de Travail sur la Réforme du secteur de sécurité avait été suscité par le Groupe de travail international (GTI) conformément à la Résolution 1721 du Conseil de sécurité. La prochaine réunion est prévue en janvier pour faire le point de la feuille de route.

Juliette Amantchi

L'ETAT ENGAGE DES PRÉPARATIFS POUR LE REDÉMARRAGE DES AUDIENCES FORAINES

Après une interruption d'un peu plus de trois mois, les audiences foraines n'ont pas repris comme prévue le 18 décembre 2006. Cependant, vers la fin de l'année, le Premier ministre Charles Konan Banny, multipliait les rencontres avec les diverses structures impliquées afin d'assurer le redémarrage de ces séances publiques des tribunaux, organisées par l'Etat au bénéfice des sans papiers.

Commencées le 18 mai 2006 par une phase pilote sur 7 sites dans diverses parties du pays, les audiences foraines se sont poursuivies de juin à septembre 2006 sur les 50 sites prévus à travers le pays. L'opération a été interrompue en septembre, à l'issue de la publication par la primature d'un guide des audiences

foraines que l'opposition a dénoncé.

Du 17 juin au 20 septembre, environ 933 audiences ont eu lieu, soit 37% de celles qui avaient été prévus, dont 22% en zone gouvernementale, 61% en zone Forces Nouvelles et 46% en zone de confiance. Environ 73.000 jugements supplétifs d'acte de naissance et 56.000 certificats de nationalité ont été délivrés.

Avec la Résolution 1721 du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'ONUCI, à travers sa division électorale, continue ses activités d'observateur, de suivi et de conseil. Elle travaille en étroite collaboration avec les 433 bureaux que la Commission Electorale Indépendante (CEI) a implantés dans les divers districts du pays. Son rôle consiste, entre autres, à collecter les informations

nécessaires, à identifier les partenaires potentiels et à rétablir la confiance. Elle travaille avec les commissaires de la CEI sur l'élaboration des programmes dans la démarche de mobilisation de ressources. Dans le Groupe de Travail sur l'identification et l'enregistrement des électeurs de la primature, l'ONUCI participe aux travaux des commissions du Secrétariat technique, du Comité de pilotage et du Projet de l'identification

Dans le souci de rapprocher les populations des juridictions, 207 tribunaux ont été créés dans les différentes régions. En dépit de la nomination des magistrats, jusqu'à la date du 27 décembre 2006, ceux-ci n'avaient pas encore été affectés.

Au nombre des problèmes qui bloquent la reprise des audiences foraines, on peut noter le manque de ressources financières pour l'équipement des bâtiments devant servir de tribunaux.

J. A



Masque Gouro, symbole de joie et de paix.

ATTECOUBÉ VIBRE POUR LA PAIX

Plus de 800 personnes ont participé au forum de discussion organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire le 8 novembre dernier à l'intention de la population de la commune abidjanaise d'Attécoubé.

La tenue du forum quelques jours après l'adoption, le 1er novembre 2006, de la résolution 1721 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Côte d'Ivoire, a permis d'avoir un échange franc sur la situation socio-politique et sur les actions menées par l'ONUCI pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire. Les populations ont saisi cette occasion pour exprimer leurs préoccupations devant la persistance de la crise, qui a des répercussions négatives sur leur vie au quotidien.

Les représentants de plusieurs sections de l'ONUCI ont exposé leur mandat et confirmé leur disponibilité à répondre aux interrogations des participants. ONUCI-FM et la radio municipale d'Attécoubé ont largement assuré la couverture médiatique de l'événement.

Dans son mot de bienvenue, le maire d'Attécoubé, Danho Paulin, s'est réjoui du choix de sa commune pour accueillir ce forum. Il a émis le souhait d'établir un partenariat avec l'ONUCI, dont le siège, l'ancien Hotel Sebroko, fait partie de sa commune, et dont l'objectif d'accompagnement pour la paix doit être mieux compris par les populations.

M. Danho a rappelé que, malgré la crise, sa commune demeure un pôle

de brassage extraordinaire entre toutes les compo-santes du pays. Au nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Madame Amodeo, Directrice de l'Information Publique, a expliqué la campagne de sensibilisation de l'ONUCI, "Avançons sur la route de la paix", qui a pratiquement touché l'ensemble du pays. Elle a rappelé la responsabilité première des citoyens ivoiriens dans l'appropriation du processus de paix, tout en insistant sur le rôle de l'ONUCI dans l'application effective de la résolution 1721. Celle-ci, a-t-elle dit, doit être le cadre exclusif de la résolution définitive de la crise en Côte d'Ivoire.

Après les discours d'ouverture, des groupes artistiques locaux prônant des messages d'unité nationale, de réconciliation et de paix ont égayé l'ambiance. Cet intermède musical a par la suite laissé la place aux questions-réponses, objectif premier de la rencontre. Plus d'une trentaine d'orateurs ont ainsi pu exprimer directement leurs préoccupations aux représentants de l'ONUCI. Leurs soucis principaux tournaient autour de la crise socio-politique qui sévit depuis quatre années, au grand dam des populations, parfois otages des hommes politiques. L'ONUCI a aussi été interpellée pour trouver des solutions qui puissent mettre fin à leurs souffrances.

Les préoccupations des habitants d'Attécoubé peuvent se résumer en ces points :

- L'application effective de la nouvelle résolution 1721 et sanctions à l'endroit de ceux qui l'entravent ;

- L'implication des artistes dans la campagne de sensibilisation pour la paix ;

- Le rôle de l'ONUCI dans la protection des populations civiles, en cas de troubles ;

- L'insécurité grandissante (présence des milices à Abidjan) ;

- Le durcissement du discours politique ;

- Les violations massives des droits de l'homme et la création d'un Tribunal Pénal Spécial pour la Côte d'Ivoire ;

- L'utilité de la zone de confiance pour la sécurisation des populations et la non reprise des hostilités ;

- Le rôle de l'ONUCI dans le désarmement et l'embargo sur les armes.

D'autres préoccupations non moins importantes touchant le financement des groupes vulnérables (femmes, enfants, handicapés) et la mise sur pied d'une télévision de l'ONUCI ont été soumises par les populations. Des réponses franches ont été apportées et cela a permis à l'assistance de mieux appréhender le mandat de l'ONUCI qui est d'accompagner, jusqu'à son terme,

Cheick Touré



Le Maire d'Attécoubé, M. Danho Paulin en pleine allocution



Forum d'explication sur l'ONUCl lors de la Journée de la Cohésion sociale à San Pedro.

UNE JOURNÉE D'ÉCHANGES, DE PAIX ET DE COHÉSION SOCIALE À SAN PEDRO

L'ONUCl, à travers la Division de l'Information Publique, a organisé, le 15 décembre 2006, en partenariat avec la radio locale de San Pedro, la Journée de la Cohésion sociale entre les communautés vivant à San Pedro.

Outre les activités culturelles et sportives qui ont marqué la journée, les diverses sections de l'ONUCl ont entretenu les populations sur la résolution 1721 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le cadre pour la sortie de crise en Côte d'Ivoire.

M. Georges Bakala, Chef du Bureau des Affaires Politiques à Daloa, a donné les grandes lignes de cette nouvelle résolution pour une dernière transition en Côte d'Ivoire. Il a été rappelé aux populations l'importance de leur

engagement et leur responsabilité sur la route de la paix, qui ne pourra être réalisée que si tous les Ivoiriens le veulent. Les populations ont par ailleurs été sensibilisées sur le rôle de l'ONUCl, outil que la communauté internationale met à leur disposition pour résoudre la crise.

Les participants ont exprimé leur inquiétude face aux blocages qui freinent l'application de la 1721 et ils se sont interrogés sur la position que le Conseil de sécurité pourrait adopter si la

situation n'évolue pas avant la fin de la transition. Le Représentant de la Directrice de l'Information de l'ONUCl, Cheikh Touré, a rappelé que le récent forum de l'ONUCl avec la société civile à Yamoussoukro a permis l'adoption d'une déclaration dont l'une des propositions est la mise en place d'une Coalition nationale de la société civile pour la paix.

La deuxième partie de la journée - l'après-midi - a été consacrée aux activités culturelles et sportives, dont un tournoi de football opposant des équipes féminines. Des représentants des différentes communautés de la CEDEAO - Burkinabé, Nigériens, Guinéens et Ivoiriens - ont participé à des combats de lutte traditionnelle.

Deux groupes artistiques, Wassa et Espoir Comédie de San Pedro, ont apporté la touche musicale en s'appesantissant sur le climat de méfiance actuel tout en insistant sur le fait que la volonté de vivre ensemble doit désormais prévaloir. Le message commun de toutes ces activités était que la paix et la cohésion restent la seule voie à emprunter.

Le Sous Préfet de San Pedro, en présence des autorités politiques et coutumières, s'est félicité de la contribution de l'ONUCl pour le retour de la paix dans sa région. Une remise de trophées aux meilleurs lutteurs et aux équipes gagnantes, a mis un terme à cette belle journée de cohésion sociale.

Cheick Touré et Eliane Hervo

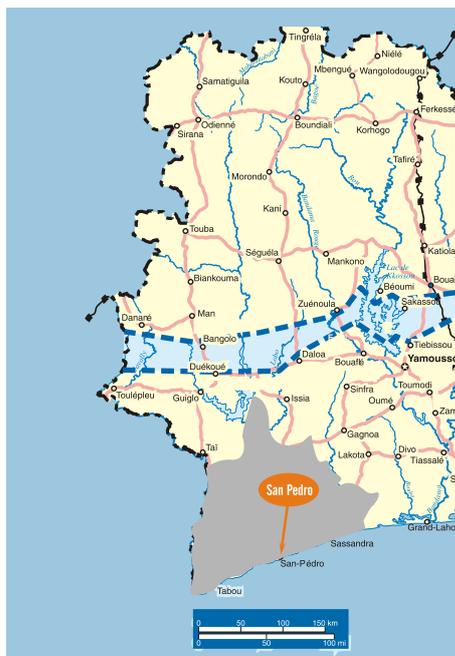


Match de football féminin lors de la Journée de la Cohésion sociale à San Pedro. Séance d'explication des audiences foraines aux enfants... par des enfants.



Focus sur la CÔTE D'IVOIRE

LA RÉGION DU BAS SASSANDRA



Population :

Les quatre départements de la région du Bas Sassandra - Tabou, Soubré, Sassandra et San Pedro - comptent ensemble 1.624.429 habitants. La population d'origine est constituée de Kroumen, de Bakwé, et de Neyo. Toutes ces ethnies appartiennent au peuple Krou. A ces populations sont venues s'ajouter des ethnies d'autres régions de la Côte d'Ivoire.

Outre les nationaux, l'exploitation intense du café-cacao a attiré un nombre élevé d'immigrés, notamment des Burkinabés et des Maliens, mais aussi des Européens et des Libanais. Avec la crise, et surtout les événements de novembre 2004, un grand nombre d'Européens et de Burkinabés, surtout les femmes et les enfants, sont retournés dans leurs pays respectifs.

Principales langues parlées :

Kroumen, Bakwé, Godié, Dioula

Villes principales :

San Pedro, Sassandra, Soubré, Tabou

Activités économiques principales :La région vie principalement de l'exploit-tion du café et du cacao, mais il y a également

l'exploitation du bois, du caoutchouc, de l'huile de palme et d'autres produits agricoles. Le port autonome de San Pedro, le deuxième de la Côte d'Ivoire après Abidjan, facilite cette exploitation et constitue un revenu important pour l'administration de la région. De plus, grâce aux plages magnifiques de San Pedro, Grand Béréby et de Sassandra, un tourisme important s'est développé au cours du temps. Malheureusement cette branche économique a été la première à souffrir de la crise.

Eléments géographiques, historiques et culturelles :

Initialement connue sous l'appellation région du Sud-ouest, elle est devenue la région du Bas Sassandra par un décret du 15 janvier 1998 portant création de seize circonscriptions administratives régionales. Sa capitale est San Pedro. Elle est située entre les régions du Fromager et le Sud Bandama à l'Est, le Haut Sassandra et le Moyen Cavally au Nord, le Libéria à l'Ouest et l'Océan Atlantique au Sud. Elle constitue une région de forêt dense et couvre une superficie de 26 520 km², soit 8% de la superficie totale du pays.

En 1968 le gouvernement de Côte d'Ivoire a décidé de voir San Pedro devenir le second pôle de développement. Il donc lancé un vaste programme à travers une structure dénommée l'Autorité de l'aménagement de la Région du Sud-ouest (ARSO). La région et particulièrement la ville de San Pedro a su rapidement tirer profit du programme. Le port fut construit et la position de basse-côte de la région attira davantage de populations d'autres régions et pays. Du coup, elle est devenue très cosmopolite.

Particularités de la région :

Une des particularités de la région est l'acte d'hospitalité et d'acceptation chez les Kroumen, qui se traduit par le rite de la noix de cola qu'on offre à l'hôte avec un piment composé de poudre de poisson, de crevette, d'huile de palme et de quelques fruits aromatiques, avant même de demander les nouvelles. La noix de cola est accompagnée d'eau puis de vin de palme. Elle symbolise un moyen de

redonner de la vigueur à son hôte qui arrive de loin, de lui souhaiter la bienvenue et un séjour agréable.

Une autre particularité est la vénération du lac sacré des Kroumen, qui se trouve à Glana, près de Grand Béréby. Son eau, combinée avec des feuilles indigènes, est utilisée pour soigner les femmes de la stérilité.

Le parc national de Taï, situé pour une partie dans le Bas Sassandra et pour l'autre dans le Moyen Cavally et à proximité du Libéria, couvre 3500km². Il renferme l'une des dernières forêts primaires d'Afrique et est peuplé d'éléphants, de buffles, de singes, de zèbres, d'hippopotames et de panthères. Ce parc est inscrit depuis 1982 au patrimoine mondial de l'UNESCO et fait partie des réserves de la biosphère.

Le fleuve Sassandra, qui trouve ses origines dans le grand lac de Buyo et qui se jette dans la mer à Sassandra, héberge un grand nombre de crocodiles.

La présence de l'ONUCI :

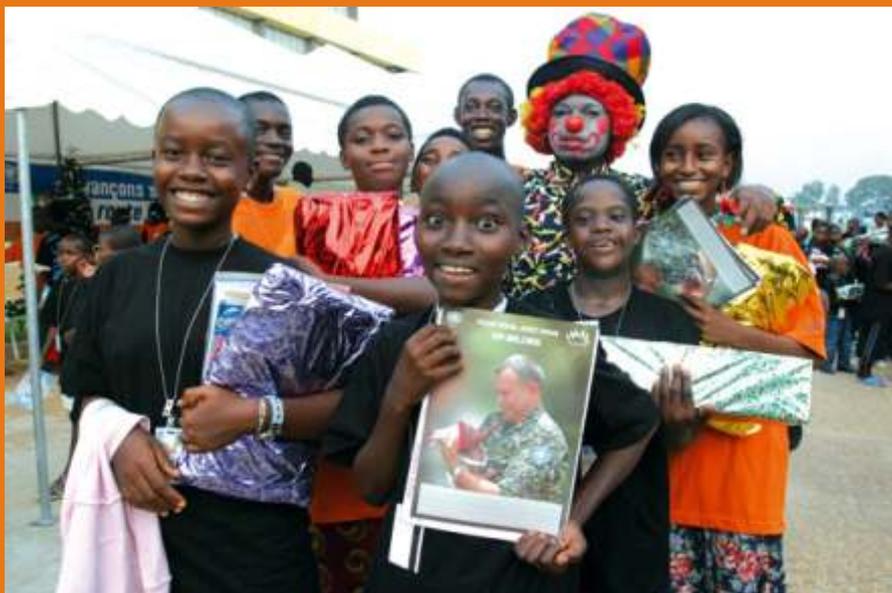
L'ONUCI couvre la région du Bas Sassandra à partir de sa base de San Pedro. Sa partie civile y est représentée par 12 observateurs militaires, 9 policiers des Nations Unies, 8 conseillers électoraux, un officier des affaires civiles et une chargée de l'information. Le bataillon sénégalais à San Pedro est constitué de 120 personnes comprenant un médecin et un dentiste. Celui de Tabou compte jusqu'à 150 personnes incluant un médecin.

Activités militaires de l'ONUCI dans la région :

Les Milobs et le bataillon sénégalais contrôlent la frontière ivoiro-libérienne, en collaboration avec le bataillon de la MINUL stationné de l'autre côte du fleuve Cavally, qui sépare les deux pays. L'ONUCI fait également des patrouilles à travers la région, effectue des contrôles de l'embargo sur les armes et remplit les diverses autres tâches que les diverses résolutions de l'ONU lui confèrent.

L'ONU CI MANIFESTE SA SOLIDARITE AVEC LES ENFANTS DEFAVORISES

Quelques 200 enfants défavorisés ont pris part, le 6 décembre 2006, à un forum organisé à leur intention par l'ONU CI en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), et diverses organisations non-gouvernementales ivoiriennes. L'événement a eu lieu au siège de l'ONU CI, l'ancien Hotel Sébroko, à Abidjan.



La joie des enfants, leur espoir.

des enfants. Selon elle, cet acte de solidarité est d'une grande portée car les enfants, maillon essentiel de la chaîne de génération et bâtisseurs du futur ont vu leur vulnérabilité accroître du fait de la guerre. Elle a assuré que son ministère est entièrement disposé à œuvrer aux côtés de l'ONU CI pour que cesse l'enrôlement des enfants à des fins de combats et que ceux-ci soient soustraits à tous actes de violence.

À travers des prestations artistiques et des jeux, les enfants ont démontré leur prise de conscience face aux méfaits de la guerre et du SIDA. Ils ont demandé aux adultes de faire preuve de plus de responsabilité et d'écouter la voix des enfants dont le souhait le plus ardent est de vivre dans un havre de paix. À la fin du forum, tous les enfants ont reçu un cadeau de Noël.

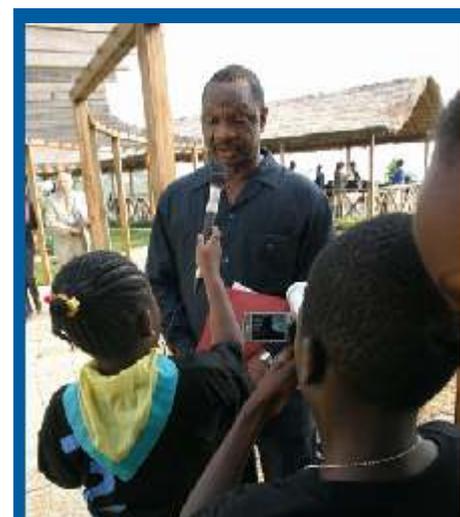
Une manifestation similaire a été organisée à Bouaké au profit des enfants défavorisés.

Marie Mactar Niang

Les enfants ont participé à des ateliers sur les activités de l'ONU CI et de celles des agences partenaires telles le Bureau International Catholique de l'Enfance, le centre Chigata, le Rotaract, le Parlement des Enfants et l'UNICEF. Par ailleurs, ils ont pu réaliser une émission radio dirigée par ONU CI FM au cours de laquelle ils avaient pour invitée le Ministre de la famille et des affaires sociales.

Parlant au nom du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le chef de la Division de l'Information Publique, Margherita Amodeo, a tenu à manifester la solidarité de l'ONU CI et de ses partenaires à l'endroit des enfants. Ceux-ci, a-t-elle noté, sont vulnérables et souffrent davantage des affres de la guerre et de ses corollaires que sont la pauvreté, la déscolarisation, le passage dans les rues, le travail forcé, sans oublier l'abandon face au VIH/SIDA. " Nous ne voulons pas que les enfants soient recrutés pour être des combattants ou servir ceux qui font la guerre. De la même façon, en même temps que la restauration de la paix, la lutte contre le VIH/SIDA et ses conséquences revêt une importance particulière pour l'ONU CI ", a-t-elle insisté.

Le Ministre de la famille et des Affaires sociales, Madame Jeanne Peuhmond, a remercié l'ONU CI pour cette initiative prise en cette période de Noël au profit



Le Porte parole, M. Hamadoun Touré interviewé par des enfants.



Un jeu de société pour les enfants conçu par l'ONU CI.